

# medcoop.com

La lettre des coopérations méditerranéennes

avril/mai 2004 n°26 4,60 €

## 2 focus

Elections mars 2004 : les nouveaux élus en charge de la coopération en Méditerranée.

## 3 développement local

Naissance de "Cités et gouvernements locaux unis".

## 4 solidarité

Soutien psychologique aux sinistrés d'Al Hoceima avec l'EPFF.

## 5 culture

Réunion de Dublin : accord pour la Fondation pour le dialogue des cultures.

## 6 développement économique

La CCIMP et Sud International emmènent une trentaine d'entreprises à "France Expo" à Casablanca.

## 7 euromed

Eumedconnect relie les chercheurs algériens au réseau Geant.

## 8 tribune libre

Hachmi Kennou, directeur exécutif de l'Institut méditerranéen de l'eau : "L'eau des villes, l'eau des champs".

• Madrid, Rome, Athènes, Le Caire, Aix-en-Provence •

## La Méditerranée entre **risque** et protection

*Dans le cadre de son programme de recherche sur les Echanges en Méditerranée, l'UMR Telemme\* à Aix-en-Provence, propose une série de rencontres et colloques. Premier rendez-vous, début juin au Caire.*

**N**ous concevons l'espace méditerranéen comme un carrefour, une pluralité d'espaces articulés, constitués par les relations et les flux multiples et donc à géométrie variable, explique Bernard Cousin, directeur de Telemme. Si l'économie y trouve largement sa place, ce programme de recherche est loin de s'y circonscrire. Les échanges abordés relèvent largement du social et du culturel, et le politique n'y est pas étranger, avec l'importance de la notion de frontière. Le programme est divisé en trois groupes qui travailleront de façon autonome mais coordonnée".

### Pratiquer l'échange : circuits, parcours et ressources

L'objectif est de travailler sur les pratiques, les modalités et les formes de l'échange pour y discerner adaptations et innovations. Un travail fondamentalement historique entre le 16<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> siècles, réalisé en liaison notamment avec l'Ecole française de Rome et l'université d'Evora au Portugal. Un séminaire de recherche sera prochainement ouvert aux jeunes chercheurs et à tous ceux, hors du monde universitaire, qui s'intéressent aux échanges en Méditerranée.

### Entreprises en Méditerranée, entre identités et mondialisations

Historiens, économistes et géographes sont ici réunis pour étudier la période depuis le 19<sup>e</sup> jusqu'à aujourd'hui. Parmi les temps forts, un colloque portera en octobre sur le destin du bassin minier provençal, d'hier – l'histoire des mines – à demain, l'industrie de la micro électronique et la gestion de la mémoire. Une synthèse des travaux du

groupe sera consacrée aux acteurs de l'entreprise en Méditerranée.

### Les sociétés méditerranéennes face au risque

L'UMR Telemme est maître d'œuvre des deux premiers groupes et co-maître d'œuvre de celui-ci, une initiative collective suscitée par Gérard Chastagnaret, directeur de la Casa de Velázquez à Madrid et associant les Ecoles françaises à l'étranger (Madrid, Rome, Athènes, et Le Caire). Objectif : développer une réflexion sur les sociétés méditerranéennes face au risque dans une démarche fondée sur le comparatisme, les croisements disciplinaires des sciences humaines et la longue durée (du Moyen Âge à nos jours). Cinq colloques internationaux sont prévus. Après une première rencontre de cadrage à Madrid en octobre 2003, le colloque du Caire (6-8 juin 2004) s'intéressera à "La frontière entre risques et protection" dans les empires et états nationaux en Méditerranée. Ensuite les risques liés à la démographie et aux subsistances seront abordés à Athènes au printemps 2005 ; ceux liés à la spéculation et à l'économie à Rome à l'automne 2005. Le programme s'achèvera par un colloque, organisé par Telemme, sur les aspects sociaux et les représentations des risques qui aura lieu à la MMSH en 2006.

» Plus d'infos sur le site [www.mmssh.univ-aix.fr/telemme](http://www.mmssh.univ-aix.fr/telemme).

(\* Il s'agit ici de l'un des quatre programmes de recherche de l'unité mixte CNRS-université de Provence Telemme (temps, espace, langage dans l'Europe méridionale et la Méditerranée). Wolfgang Kaiser est responsable du groupe 1, Philippe Mioche et Sylvie Daviet du groupe 2 et Bernard Cousin du groupe 3.

# medcoop.com

La lettre des coopérations méditerranéennes

juin/juillet 2004 n°27 4,60 €

## 2 focus

Jumelage : Marseille tisse ses liens avec Marrakech.

## 3 développement local

Marseille Espérance reçoit le Prix méditerranéen pour la paix.

## 4/5 culture

Échanges de lycéens et d'apprentis méditerranéens.

L'orchestre des jeunes de la Méditerranée a vingt ans.

## 6 développement économique

L'Adeci gère le fond d'appui aux entreprises du CDE.

## 7 euro-méditerranée

Le rendez-vous méditerranéen : Nous sommes des wagons sans locomotive.

## 8 tribune libre

Claude Isakof, directrice de Santé Sud : "Les vingt ans de Santé Sud, agir sans remplacer !"

## . Médisamak .

# Les pêcheurs de Méditerranée se rassemblent

*Mi-mai, à Tunis, naissait officiellement l'association transméditerranéenne d'organisations de pêche Médisamak basée à Tarragone en Espagne. Après dix ans de travail, les pêcheurs professionnels de onze pays riverains de la Méditerranée sont parvenus à s'entendre sur cette étape essentielle de l'établissement d'une pêche durable en Méditerranée. Présentation avec le Marseillais Mourad Kahoul, président fraîchement élu.*

**M**algré sa tradition de pêche ancestrale, la Méditerranée est l'une des régions où la gestion de la pêche n'est pas encore totalement développée. Mais les caractéristiques spécifiques de cette région, où opèrent à la fois les flottes des pays riverains et d'autres pays, imposent aujourd'hui une coopération internationale pour garantir l'avenir à long terme de la pêche méditerranéenne. Objectif : adopter une stratégie commune pour la gestion de la pêche en Méditerranée, préserver le milieu et lutter contre les pratiques de pêche illégale. C'est cette nécessité qui a poussé à la création de Médisamak, association des fédérations de pêcheurs de onze pays\* de la Méditerranée.

"Il aura fallu dix ans de travail, et le lobbying important d'Europêche, l'association des organisations nationales de pêche de l'Union européenne, pour parvenir à vraiment mobiliser les esprits sur ce projet et aboutir à la création de Médisamak, le 14 mai dernier à Tunis", explique Mourad Kahoul, président marseillais de l'association, dont le siège est basé à Tarragone en Espagne. Descendant d'une famille de pêcheurs napolitains installée à Alger depuis plusieurs générations, et d'une mère algéroise et médecin, Mourad Kahoul se vit comme un "cordon ombilical fédérateur" entre les deux rives de la Méditerranée. Installé à Marseille depuis 26 ans, il est depuis huit mois président du Comité régional des pêches. Parmi les priorités de Médisamak, la formation des jeunes à la pêche, la présence

de l'association dans les commissions et rencontres internationales, mais aussi, bien sûr, la protection de la ressource et l'échange expériences. "Pourquoi, par exemple, en France ne parvient-on pas à faire ce que fait la région Catalogne, c'est-à-dire assurer un revenu minimum aux pêcheurs et à leur famille pour permettre un "arrêt biologique" de la pêche durant les mois d'été, les mois de reproduction des poissons", s'insurge Mourad Kahoul, qui note aussi l'importance de la coopération internationale : "Après seulement quinze jours d'existence de l'association, l'Algérie m'a déjà demandé d'intervenir sur la gestion des stations d'épurations, les rejets industriels et la préservation du milieu marin".

Parmi les actions envisagées, l'organisation d'un séminaire méditerranéen sur l'implantation de récifs artificiels et d'une conférence internationale sur la pêche illégale, le repeuplement des zones pauvres, la cartographie des sites très pollués et l'établissement de plans d'action.

\* Albanie, Algérie, Égypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Libye, Malte, Maroc et Tunisie. D'autres devraient adhérer rapidement : la Croatie, Israël et Chypre.

» Médisamak devrait collaborer notamment avec deux organisations régionales de pêches : la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) et la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (Cicta).

## . Culture &amp; tourisme .

## Nuits Méfis anime le désert algérien

*L'association Nuits Méfis, qui fêtait ses dix ans en 2003, a gagné son pari en organisant un festival dans l'oasis algérien de Beni Abbès. Rééditée en cette fin d'année 2004, l'expérience pourrait à terme devenir un festival pérenne mêlant artistes et publics des deux bords de la Méditerranée. Pour Beni Abbès, c'est l'occasion de se faire (re)connaître au-delà de la si célèbre fête du Mouloud et de faire redémarrer le tourisme.*

**"N**ous avons trouvé dans la manière de vivre dans le Sahara un rapport à l'autre différent, un véritable sens de l'accueil, une autre approche des distances et des circulations... explique Marc Ambrogiani, responsable de l'association Nuits Méfis à Marseille. Cet art de vivre inspire le travail de rencontre que nous réalisons depuis plus de dix ans et que nous essayons de faire partager en France à travers le festival. En 2003, dans l'Oasis de Beni Abbès, nous avons fait découvrir des artistes africains à des gens placés au croisement de l'Afrique noire et de la Méditerranée. Quatre soirs de spectacles accueillant 1500 à 2500 personnes plus une cinquantaine de touristes français. Pour l'édition 2004, du 28 au 31 décembre, nous avons prévu une centaine de places pour des touristes de la région."

Nuits Méfis a collaboré dès 1991 avec l'association Hillal La Saoura, aujourd'hui porteuse du projet de Beni Abbès en Algérie. Mais malgré des liens réguliers et fidèles avec les artistes algériens, les créations Nuits Méfis n'ont jamais pu être pré-

sentées en Algérie. Jusqu'à cette reprise de contact en 2001 à l'occasion de la résidence d'écriture du "Cabaret nomade", théâtre musical.

La particularité de Nuits Méfis est de provoquer des rencontres entre les artistes du Nord et du Sud en amont des périodes classiques de festivals, organisées sous forme de résidences de création en Afrique Noire, au Maghreb puis à Marseille. Le résultat de ces résidences est ensuite présenté lors du festival annuel Nuits Méfis qui s'est tenu durant neuf ans à La Ciotat, puis s'est élargi à Marseille et Septèmes les Vallons.

Elle développe également, en partenariat avec l'association animateurs socio-urbains sans frontières (basée à Septèmes-les-Vallons) des chantiers de jeunes des deux rives.

Cette année, l'association Nuits Méfis, née il y a plus de dix ans de l'émotion provoquée par les tentations extrémistes de la région Paca, a vu ses subventions baisser de 48%. "Notre principal soutien a toujours été et reste le Conseil général des Bouches-du-Rhône, souligne Marc Ambrogiani, auquel il faut ajouter l'Afaa, la Région, la Drac... Aujourd'hui, nous recherchons d'autres appuis ou

partenariats, notamment pour les problèmes de logistique."

Bella Mustapha, président de l'association culturelle Hillal la Saoura de Beni Abbès note que "grâce à l'action menée avec Nuits Méfis, notre association commence à être connue en Algérie. Soutenus par l'Assemblée générale populaire (mairie) et la population, nous avons décidé de pérenniser le festival. Nous avons reçu des subventions de la Commission européenne en Algérie et nous prenons en charge une partie de la manifestation. Nous avons également voulu, avec l'aide de Nuits Méfis, former les membres de notre comité d'organisation et élargir la programmation algérienne à différentes wilayas.

Avant, Beni Abbès était riche, notamment du tourisme international et nous avons un réel sens de l'accueil. Nous voulons faire revenir les touristes et faire re-connaître la ville, au-delà de la seule fête du Mouloud (naissance du prophète), célèbre dans toute l'Algérie".

### sommaire

#### 2 entre nous

Bienvenue dans notre nouvelle formule...

#### 3/4 développement local

Commission franco-italienne : l'unité pour les Alpes du Sud.

#### 5 développement économique

Ea (Aix-en-Provence) intervient sur la gestion de l'eau dans l'industrie marocaine.

#### 6 culture

L'Atelier du patrimoine de Marseille aide à faire inscrire El Jedida (Maroc) au Patrimoine mondial de l'Unesco.

#### 7 reportage

Nord/Sud : L'Officina, des ponts pour la danse contemporaine.

#### 8 questions à...

Philippe Langevin, économiste : Systèmes productifs localisés, soutenir autrement l'économie du territoire.

• Fin des quotas au 1<sup>er</sup> janvier 2005 •

## Le textile méditerranéen face au dragon **chinois**

*Industrie majeure en Méditerranée, productrice d'emplois et de devises, la filière textile habillement connaît au 1<sup>er</sup> janvier 2005 une ouverture à la concurrence planétaire sans précédent. Un symposium organisé à Marseille par Ubifrance, l'Agence française pour le développement international des entreprises (cf. page 8) a permis le 19 octobre dernier d'en comprendre les risques et les enjeux.*

**E**tat des lieux : le textile habillement est selon une étude de l'Institut français de la mode, le premier secteur manufacturier et le premier employeur au Maroc, en Égypte, en Tunisie, en Turquie. Il est le premier poste d'exportation dans ces pays, en Syrie et en Jordanie. L'Europe est le premier importateur mondial avec par exemple chaque année plus de deux milliards de tee-shirts ! Depuis 1995, le marché est régulé par le système de quotas, grâce à l'Accord textile vêtements (ATV) qui prend la suite de l'Accord multifibres (AMF) né dans les années soixante-dix. Un système négocié entre les États qui a protégé les économies méditerranéennes des grands producteurs planétaires que sont la Chine, l'Inde, le Vietnam (candidat à l'OMC), ou le Bangladesh (leader mondial des chemises).

Un seul exemple de l'âpreté de la concurrence : pour fabriquer une chemise de luxe, soit, 40 minutes de travail, il en coûte 14 € en France, 4,40 € en Tunisie et 1,60 € en Chine. Lorsque depuis 2002, date de son entrée à l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce, les frontières se sont ouvertes à la Chine sur des

produits non-soumis aux quotas comme les parkas, la part de marché chinoise a doublé voire triplé jusqu'à 45 % et le prix a chuté de moitié. La Chine, souligne un expert, sera "le grand gagnant de la libéralisation". Les professionnels sont inquiets. Réunies à Istanbul en juin dernier, les associations des industries du textile et de l'habillement de 47 pays dénoncent "la crise latente qui menace d'éclater". "30 millions d'ouvriers du textile et de l'habillement perdront leur emploi et 200 milliards de dollars en parts de marché seront perdus si un ou deux pays parviennent à monopoliser ce marché", a déploré

Suleyman Orakcioglu, président de l'association professionnelle turque Itkib.

La déferlante chinoise ou indienne n'est pourtant pas certaine. L'acheminement d'un conteneur de Chine coûte 1600 \$, de Tunis 255 \$. Le marché européen contrairement au marché américain est morcelé en 25 pays avec des tailles, des modes, des goûts et des importateurs différents. De plus, l'appareil de production chinois n'est pas forcément en mesure d'habiller la planète entière. Il n'empêche, les pays méditerranéens doivent, selon l'Institut français du textile, se préparer à une perte de 4 points de marché,

soit 15 % de leur activité. L'Europe, avec retard, s'y adapte en favorisant les liens avec la région dite pan-euroméditerranéenne, une zone où les produits transformés pourront circuler plus librement. À Tunis, le 28 septembre 2004, les États d'Euromed se sont mis d'accord sur une nouvelle définition des très complexes "règles d'origine".

Mais le handicap majeur du marché méditerranéen est d'être cantonné aujourd'hui à la sous-traitance, une activité fragilisée. Pour résister, il faudra remonter à l'amont de la filière et introduire de la créativité et de la mode. La Tunisie l'a compris et souhaite fonder à Carthage un Institut de la mode. Les industriels marocains, qui ont déjà perdu 20 000 emplois dans le secteur, sont en quête de partenaires européens. Les sociétés turques développent une logique de marque. Marilyne Bellieud Vigouroux voudrait avec le projet d'une "Cité euroméditerranéenne de la mode" faire de Marseille le lieu de rencontre entre l'offre créative européenne et l'offre industrielle sud-méditerranéenne. Rendez-vous les 2 et 3 décembre pour en poser les premiers jalons.

### sommaire

#### 2/3 entre nous

Medcoop accueille le réseau des réseaux.

#### 4 développement local

La Banque mondiale et la ville de Marseille forment les maires du Maghreb et du Moyen-Orient.

#### 5 développement économique

Coopération algéro-française : création d'un Institut permanent de formation à la création d'entreprises.

#### 6 culture

Lancement officiel de l'École supérieure algérienne des affaires.

#### 7 reportage

Télévision partagée : Méditerranéo fête ses dix ans.

#### 8 questions à...

Annick Roussel, directeur d'Ubifrance Marseille : Appui aux entreprises, Ubifrance rayonne sur la Méditerranée.

. Créer un million d'emplois par an .

## Anima prépare un "accélérateur des investissements en Méditerranée"

*Parce que la région Meda reçoit, depuis de nombreuses années, le quart des investissements qu'elle pourrait espérer en fonction de son poids économique, le projet Anima cherche à accroître les IDE en Méditerranée. Pour la suite du projet, sous le nom de code AIM, l'équipe recherche plus de partenaires, plus de moyens et affiche l'ambition de constituer le front office de l'investissement en Méditerranée.*

Vingt-huit séminaires, des rencontres et conférences internationales, un site internet (15000 visites et 50 000 pages vues chaque mois), un intranet en cours de construction, la mise en place d'une base de données sur les investissements mais aussi dix-huit études en cours ou publiées - sectorielles (textile, call center...) ou stratégiques (l'image de Meda auprès des grandes entreprises...) - un observatoire de l'investissement, une déclinaison de l'opération home sweet home pour les pays Meda... le projet test Anima, prolongé jusqu'en septembre 2005 affiche un beau carnet de réalisations.

Sans oublier, organisés à Marseille en partenariat avec Anima, le séminaire de l'Association mondiale des agences de promotion de l'investissement (Waipa), début décembre durant lequel devaient être affinée la Charte des investissements, ni, les 13 et 14 janvier 2005, le Sommet euroméditerranéen de l'investissement de The Economist.

Voulu par l'Europe, porté par l'Agence française pour les investissements internationaux (Afi), assistée par l'ICE (Italie) et la DI (Maroc), Anima cherche à accroître les investissements

étrangers directs en Méditerranée. Son action porte à la fois sur l'image globale de la région, le développement de la coopération, la constitution d'une base de connaissances et la création d'un réseau euroméditerranéen d'agences de promotion des investissements.

Aujourd'hui l'équipe, forte d'une vingtaine de personnes, basées pour moitié à Marseille depuis début 2003 et pour moitié à Paris, Rome et Rabat, prépare l'avenir. "Nous négocions actuellement pour prolonger Anima d'encore un an, jusqu'à la fin 2006, date à laquelle doivent intervenir d'importantes décisions sur le nouveau pro-

gramme 2007-2010, explique Benedict de Saint-Laurent, coordinateur du programme Anima au sein de l'Afi. Parallèlement, nous discutons avec le consortium Anima, pour l'élargir et y inclure d'autres partenaires de dimension internationale : grandes institutions, réseaux et entreprises."

Avec pour objectif de devenir le point de rencontre de tous les projets sur l'investissement en Méditerranée, Anima prépare donc le projet AIM, pour "Accélérateur pour les investissements en Méditerranée". Il comprendrait, outre de nouveaux partenaires et de nouveaux financements, un correspon-

dant dans chaque pays Meda, plus un réseau d'une vingtaine d'agences ou organismes de promotion des investissements type Provence promotion à Marseille ou Malta entreprise... Un réseau de "rabbatteurs" de projets est également à l'étude qui réunirait une dizaine de personnes basées en Europe, aux USA, à Tokyo ou à Dubai.

"Les pays Meda souhaitent faire d'Anima le front office pour les investisseurs. Le pilotage de ce programme serait assuré par un bureau réunissant l'Europe, les pays Meda, les entreprises et les institutions, le président ou le directeur devra d'ailleurs venir d'un pays Meda. Les enjeux ? Passer de 25 000 à 100 000 emplois directs créés par les investissements étrangers et de 100 000 à un million d'emplois indirects. Aujourd'hui, nous savons ce qu'il faudrait faire pour faire passer le nombre de projets d'investissements de 275 en 2003 à 1000 chaque année."

Le budget annuel de 1,5 M€ par an est aujourd'hui assuré, pour moitié, par l'Europe et par les pays Meda, les collectivités territoriales et les participants UE. Pour permettre la montée en puissance du projet, il devra doubler.

► Plus d'informations sur [www.animaweb.org](http://www.animaweb.org)

### sommaire

#### 2 entre nous

10 ans après Barcelone, nos ambitions...

#### 3 développement local

Touiza solidarités fait évaluer ses formations.

#### 4 développement économique

150 rendez-vous d'affaires à Tunis pour 12 PME de Paca.

#### 5 culture et formation

Les universités d'Europe et du Maghreb se rencontrent à l'université de la Méditerranée.

#### 6 culture

Jeunes de moins de 30 ans : 7 000 € pour un projet culturel méditerranéen.

#### 7 reportage

60 centres de recherche associés : La MMSH crée un réseau d'études pluridisciplinaires euroméditerranéennes.

#### 8 questions à...

Jean-Claude Juan, ex-directeur général de la CRCI Paca : Réseaux en Méditerranée, "Nous avons perdu notre avance".

## • Le processus de Barcelone a dix ans •

# 2005 : année de la Méditerranée

**1995-2005 : le processus de Barcelone fêtera en novembre prochain ses dix ans. Chacun va, au cours des prochains mois, dresser un bilan de cette initiative qui représentait tant d'espoirs lors de son adoption. Medcoop donnera tout au long de l'année le point de vue des différents protagonistes du partenariat euroméditerranéen.**

La prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères euroméditerranéennes, à Luxembourg en mai 2005, devra approuver le bilan complet de la décennie ainsi que les propositions pour le dixième anniversaire du processus de Barcelone clôturé en novembre 2005 dans la capitale catalane. Dans cette optique, les ministres des Affaires étrangères ont décidé, à La Haye en novembre dernier de faire de 2005 l'Année de la Méditerranée.

Point de départ des décisions concernant l'avenir du Processus, le bilan, auquel participent deux réseaux d'instituts de recherche euroméditerranéens indépendants (Euromesco et Femise) ne sera certainement pas consensuel. En regard des ambitions affichée à Barcelone en 1995, nombreux sont ceux qui trouvent que bien peu a été fait. Inquiétudes sur la lenteur de préparation de la zone de libre-échange ou au contraire sur l'omniprésence des préoccupations économiques et la perte de vue de "l'esprit de Barcelone". Regrets devant la trop faible mobilisation des acteurs, au nord comme au sud, de l'implication insuffisante des états et des collectivités et du peu de résultats notables dans le do-

maine des échanges sud-sud. Prestations aussi contre des programmes souvent jugés inaccessibles pour les plus petits... Autant de points de vue que Medcoop.com présentera au cours de l'année avant de conclure sur l'avenir du partenariat euroméditerranéen avec les propositions officielles et celles des associations membres du collectif.

### Un peu d'histoire...

Le Processus de Barcelone naît en novembre 1995... à

Barcelone, où les quinze ministres des Affaires étrangères de l'UE et les douze de la région méditerranéenne (Algérie, Chypre, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Syrie, Territoires palestiniens, Tunisie, Turquie) inaugurent le partenariat euroméditerranéen. Salué comme une initiative ambitieuse et unique en son genre, il pose les fondements d'une nouvelle collaboration régionale et marque un tournant dans les relations euroméditerranéennes. Il comporte trois grands objectifs :

- ◆ la création d'une zone commune de paix et de stabilité fondée sur le renfor-

cement du dialogue sur le plan *politique et de la sécurité* ;

- ◆ la construction d'une zone de prospérité partagée par l'instauration progressive d'une zone de libre-échange et d'un partenariat *économique et financier* ;

- ◆ le rapprochement entre les peuples par le biais d'un partenariat *social, culturel et humain* destiné à encourager la compréhension entre les cultures et les échanges entre les sociétés civiles.

Le partenariat comprend deux dimensions complémentaires :

- ◆ *la dimension bilatérale* : ce sont généralement des accords d'association que l'Union négocie séparément avec chacun des pays partenaires, et qui remplacent les accords de coopération signés dans les années 70. Le respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux de l'individu est un "élément essentiel" de l'accord, qui comporte aussi des articles relatifs au dialogue politique, à la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux, à la coopération en matière économique, socia-

## sommaire

### 2 entre nous

Edito : Le social, le culturel et l'économique.

### 3 développement local

L'Institut de la Méditerranée et la Crucead s'associent pour une économie de la connaissance.

### 4 développement économique

Plan bleu : Les deux anniversaires de Barcelone.

### 5 culture et formation

Etudiants et formateurs de l'IMF au coeur du partenariat international.

### 6 culture

Capmed préserve la mémoire audiovisuelle de Méditerranée.

### 8 questions à...

Jean-Louis Reiffers, président du Conseil scientifique de l'Institut de la Méditerranée : "Le coût de la non-réforme est extrêmement élevé !"

## . Lecture publique .

## La Banque régionale du livre noue des partenariats en Méditerranée

*La Banque régionale du livre, créée par l'association Cobiac en 2000, est un outil de coopération régionale et internationale pour le livre et la lecture. Elle développe une série d'actions avec les pays de la rive sud de la Méditerranée.*

**L**e Collectif de bibliothécaires et intervenants en action culturelle (Cobiac), association née en 1979, a développé ses activités autour du livre en région Paca jusqu'en 2000. Cette année-là, elle crée la Banque régionale du livre, à la fois un lieu de stockage\* pour 30 000 ouvrages, et une structure qui développe des partenariats avec une trentaine de bibliothèques régionales et des bibliothèques de pays étrangers, essentiellement de l'autre côté de la Méditerranée mais aussi en Asie du sud-est et en Afrique.

Depuis 2000, les activités du Cobiac se sont recentrées autour de la Banque du livre offrant ainsi une seconde vie aux ouvrages en surnombre, obsolètes ou endommagés des bibliothèques régionales, trop souvent jetés par centaines entières. Soutenue par les pouvoirs publics\*\*, et particulièrement le Conseil régional Paca, elle propose donc des actions de coopération régionale et notamment l'assistance technique au retrait des livres dans les bibliothèques publiques (le "déssherbage") et des actions de coopération internationale : envois de livres à l'étranger, échanges professionnels, accueil de stagiaires étrangers en formation professionnelle ; échanges culturels ; consti-

tion d'un outil de réflexion et d'action en matière de coopération autour du livre et de la documentation sur le plan international : organisation de formations dans les pays.

Ainsi, en Algérie, le Cobiac a réalisé en 2004 une opération exceptionnelle de post-urgence pour l'Université de Boumerdès qui s'est soldée le 8 janvier dernier par une mission d'évaluation. Fortement endommagée par le séisme du 21 mai 2003, l'Université a bénéficié d'une aide au réaménagement de sa bibliothèque universitaire qui a permis d'ouvrir une salle Internet. C'est au final une salle de lecture et trois salles informatiques avec accès Internet

qui ont été ouvertes aux étudiants. Cette action de solidarité a fait naître un véritable partenariat puisqu'un cycle de formation de bibliothécaires se déroulera in situ courant 2005, et sera mené en association au projet européen Tempus dont l'Université d'Aix-Marseille I fait partie. Par ailleurs, l'aide au développement de la lecture publique en Algérie se poursuit : préparation d'un envoi de livres destiné à plusieurs bibliothèques communales ou associatives, réalisation d'une mission d'expertise du réseau de médiathèques de la Wilaya d'Alger, soutien à la constitution d'un réseau de bibliothèques pour la jeunesse, formations...

Au Maroc, la Banque régionale du livre participe au projet de lecture publique franco-marocain consistant à la mise en place d'une dizaine de bibliothèques pilotes dans le pays. Six des onze stagiaires marocains qui en seront les responsables seront accueillis en mai/juin dans des bibliothèques de la région pour un mois complet.

En Palestine, un premier envoi de livres a été acheminé à l'Université de Gaza au mois de mars ; une mission exploratoire du réseau de bibliothèques devrait être réalisée au printemps afin de définir les besoins en matière de livres et de lecture.

Enfin, la participation de la Banque régionale du livre aux salons du livre d'Alexandrie (Égypte) et de Tanger (Maroc) en février dernier a suscité des partenariats nouveaux, qui se concrétiseront d'ici la fin de l'année par des envois de livres et des formations.

### sommaire

#### 2 entre nous

Édito : Le droit de circuler...

#### 3/4 développement local

Banque mondiale - Ville de Marseille : Séminaires sur la stratégie de développement de ville.

#### 5 innovation et développement

Ideamed soutient les initiatives durables adaptées à la Méditerranée.

#### 6 formation

Chambre régionale des métiers : Coopération dans

l'apprentissage et apprentissage de la coopération.

#### 7 culture

ID Méditerranée conforte sa position dans Euromed héritage.

#### 8 questions à...

Abdelkader Sid Ahmed, professeur d'économie à Paris I Panthéon Sorbonne, chercheur à l'IRD (ex-orstom) et coordinateur d'un projet Euromed Héritage "Filières innovantes et savoir faire locaux" : "L.e sud démarre trop lentement".

\* Cobiac/Banque régionale du livre. Tél. 04 42 28 53 46, fax 04 42 28 51 23, cobiac@free.fr, www.br1-paca.org. Directrice : Monique Ulpat, bibliothécaire. Trois salariés et 70 bénévoles.  
\*\* Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, Direction régionale des affaires culturelles, Conseils généraux de la région, ministère des Affaires étrangères, Délégation à la langue française.